O'FIL OSONS L'EMPLOI
Association Loi 1901

24 route de Thônes
74940 ANNECY LE VIEUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

O'FIL OSONS L'EMPLOI
Association Loi 1901

24 route de Thônes
74940 ANNECY LE VIEUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association O'FIL OSONS L'EMPLOI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

III. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « Permanence des méthodes » au niveau des « Règles et Méthodes Comptables » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode relatif à l'application des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03.

IV. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné ci-avant, la note « Règles et Méthodes Comptables » de l'annexe expose le changement de méthode comptable résultant de l'application de la nouvelle réglementation comptable relative aux nouveaux règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables appliqués par votre association, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

V. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

VI. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VII. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Annecy, le 26 mai 2026

Le Commissaire aux comptes
Implid Audit



Thibault CHALVIN
Associé

3- BILAN ACTIF

ACTIF	31/12/2025			31/12/2024
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	439 992	403 887	36 105	34 689
Immobilisations incorporelles en cours	1 890		1 890	1 890
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	575 187		575 187	575 187
Constructions	17 083 950	12 076 996	5 006 954	5 494 194
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 562 728	4 962 642	600 086	723 078
Immobilisations corporelles en cours	524 575		524 575	506 399
Autres Immobilisations				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	3 026 724		3 026 724	3 026 022
Prêts	4 909		4 909	
Autres				4 909
Total I	**27 219 955**	**17 443 524**	**9 776 431**	**10 366 368**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 158		1 158	4 144
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	105 083		105 083	149 412
Charges constatées d'avance	132 164		132 164	101 908
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	8 847 289		8 847 289	8 769 131
Total II	**9 085 694**		**9 085 694**	**9 024 596**
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	**36 305 650**	**17 443 524**	**18 862 125**	**19 390 964**

4- BILAN PASSIF

PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables…		
Fonds propres statutaires	143	143
Fonds propres complémentaires	392 556	392 556
Ecarts de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecarts de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	1 990 075	1 990 075
Autres		
Réserves des activités sociales et médico sociales	6 566 308	6 291 496
Report à nouveau	15 095	13 238
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales	61 840	126 354
Excédent ou déficit de l'exercice	(83 779)	1 857
Excédent ou déficit de l'exercice des activités sociales ou médico sociales	(469 596)	210 299
Situation nette (sous total)	**8 472 643**	**9 026 018**
Fonds propres consomptibles		
Subventions d'investissement	**2 434 743**	**2 498 022**
Provisions réglementées	**5 319 401**	**5 258 075**
Total I	**16 226 787**	**16 782 115**
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	**768 415**	**768 415**
Fonds dédiés		
Total II	**768 415**	**768 415**
PROVISIONS		
Provisions pour risques	**267 761**	**219 256**
Provisions pour charges		
Total III	**267 761**	**219 256**
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	**690 182**	**749 319**
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	**197 958**	**279 034**
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	**648 635**	**581 730**
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	**62 388**	**11 096**
Total IV	**1 599 163**	**1 621 179**
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	**18 862 126**	**19 390 965**

5- COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT COMBINE	31/12/2025	31/12/2024 nouvelle présentation	31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	220	190	190
Ventes de biens et services	*110 920*	*110 729*	*110 729*
Ventes de biens			
dont ventes de dons en nature			
dont activité sociale et médico sociale			
Ventes de prestations de service	110 920	110 729	110 729
dont parrainages			
dont activité sociale et médico sociale			
Produits de tiers financeurs	*6 450 181*	*6 404 099*	*6 404 099*
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible			
Ressources liées à la générosité du public			
Dons manuels			
Mécénats			
Legs, donations et assurances-vie			
Contributions financières			
dont activité sociale et médico sociale			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	100 278	338 809	10 155
Utilisations des fonds dédiés		11 221	11 221
Autres produits	*21 870*	*71 060*	*71 060*
Cotisations			
Dons manuels			
Mécénats			
Legs et donations			
Contributions financières reçues			
Versement des fondateurs			
Quote-part de dotations consomptibles virées au compte de résultat			
Transferts de charge			
Autres produits			
Total I	**6 683 469**	**6 936 108**	**6 607 454**
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises			
Variation de stock			
Autres achats et charges externes	2 365 931	1 833 508	1 833 508
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés	302 785	254 210	254 210
Salaires et traitements	2 645 242	2 625 508	2 625 508
Cotisations sociales	1 206 555	1 209 996	1 209 996
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	718 417	747 699	747 699
Dotations aux provisions	85 505	48 500	48 500
Reports en fonds dédiés			
Autres charges			
Aides financières			
Autres charges	40 526	206 540	6 034
Total II	**7 364 962**	**6 925 961**	**6 725 454**
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	**(681 493)**	**10 147**	**(118 001)**

PRODUITS FINANCIERS			
De participation			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés	289 993	287 221	287 221
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total III	**289 993**	**287 221**	**287 221**
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées	22 237	24 806	24 806
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total IV	**22 237**	**24 806**	**24 806**
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	**267 756**	**262 415**	**262 415**
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	**(413 737)**	**272 563**	**144 415**
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion			226 289
Sur opérations en capital			102 365
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	92 480	145 881	145 881
Total V	**92 480**	**145 881**	**474 535**
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion			166 047
Sur opérations en capital			34 459
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	153 806	149 305	149 305
Total VI	**153 806**	**149 305**	**349 811**
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	**(61 326)**	**(3 424)**	**124 724**
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)	78 313	56 983	56 983
Total des produits (I + III + V)	**7 065 942**	**7 369 211**	**7 369 210**
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	**7 619 317**	**7 157 054**	**7 157 054**
EXCEDENT OU DEFICIT	**(553 375)**	**212 157**	**212 157**
dont activité sociale et médico sociale	**(469 596)**	**210 300**	**210 300**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat	35 450	50 475	50 475
TOTAL	**35 450**	**50 475**	**50 475**
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole	-35 450	-50 475	-50 475
TOTAL	**-35 450**	**-50 475**	**-50 475**

1- DESIGNATION DE L'ASSOCIATION

Ofil Osons l'emploi

1.1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« L'association a pour but général de favoriser l'action d'aide, d'accueil, de formation, de réadaptation et de réinsertion des personnes en situation de handicap, plus généralement de tout public en difficulté de réinsertion. »

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

1.2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Les établissements de réadaptation professionnelle d'OFIL proposent un accompagnement pluri disciplinaire, fondé sur :

- Une approche personnalisée et globale,
- La prise en compte de l'état de santé et des spécificités du handicap,
- L'évaluation des capacités d'apprentissage, d'adaptation et d'évolution,
- L'identification des potentialités et des ressources personnelles,
- L'inscription dans un projet de vie cohérent et dans le choix d'un métier viable et motivant.

Cet accompagnement intégré offre aux personnes un espace sécurisé où elles peuvent faire évoluer leur projet professionnel, développer de nouvelles compétences et se préparer à un retour vers l'emploi durable se situant dans leur parcours de vie.

Le projet associatif s'inscrit dans une démarche de transformation et d'amélioration continue de l'offre sociale et médico-sociale. Sa finalité est claire : favoriser l'intégration sociale et l'insertion professionnelle en milieu ordinaire des personnes en situation de handicap.

1.3 Description des moyens mis en oeuvre

L'association a une capacité autorisée d'accueil de 232 stagiaires :

- ESRP Cluses : 105 places
- ESRP Annecy : 109 places
- ESPO Annecy : 18 places

Plusieurs formations sont proposées, à savoir : usinage, métrologie, vente et réparation de matériel de sport, maintenance bâtiment, métiers administratifs, restauration, cuisine et pâtisserie.

Pour atteindre ses objectifs, l'association s'appuie sur un ensemble de moyens répartis sur deux sites, à Annecy-le-Vieux et à Cluses :

- **Moyens immobiliers :**
  Chaque site dispose de bâtiments dédiés aux activités administratives, aux salles de cours, aux ateliers, ainsi qu'aux espaces de restauration (restaurant, self-service, réfectoire). Ces infrastructures sont complétées par des bâtiments d'hébergement, comprenant 105 chambres d'internat à Annecy et 88 à Cluses.
- **Moyens matériels de formation :**
  Les sites sont équipés d'installations techniques et de matériels professionnels permettant d'assurer les formations théoriques et pratiques dans les différentes filières spécialisées.
- **Moyens humains dédiés à la formation et à l'accompagnement médico-psycho-social :**
  L'activité pédagogique est assurée par des formateurs chargés de dispenser les enseignements théoriques et pratiques propres à chaque filière. Quant à l'accompagnement médico-psycho-social, il est assuré par l'ensemble des professionnels du Pôle MPS.
- **Moyens humains et professionnels liés à la logistique :**
  Des équipes sont mobilisées pour garantir la gestion de l'hébergement, de la restauration et de la maintenance des infrastructures.
- **Moyens humains d'encadrement :**
  L'organisation repose également sur des professionnels d'encadrement intermédiaire ainsi que des directions adjointes d'établissements, assurant la coordination et le pilotage opérationnel.

1.4 Faits majeurs de l'exercice et faits postérieurs à la clôture

1.3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'association change officiellement de nom : AISP devient O'FIL - Osons l'emploi.

Un nouveau CPOM 2025-2030 a été signé avec l'ARS, avec maintien de la dotation budgétaire (montant 2025 : 6 450 k€)

Conformément aux exigences de l'ARS, le PPI déposé à la mi-décembre a été validé. Le projet d'agrandissement et de rénovation des bâtiments de l'ESRP d'Annecy, intégrant un dispositif de géothermie, pourra ainsi être engagé, avec un démarrage des travaux prévu en 2026.

L'année a été marquée par une vacance de Direction Générale, suivie d'importants changements au sein de l'encadrement (DG, DAF-DRH, direction du pôle FIP), ainsi que par le recours à des directions de transition (200 k€), générant des coûts de personnel supplémentaires en 2025.

Enfin, l'audit du système d'information, mené en 2024, a mis en évidence des insuffisances majeures dans l'organisation du service informatique, nécessitant une mise à niveau à l'origine de coûts supplémentaires sur 2024 et 2025 (135 k€).

1.3.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

2- PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Les comptes annuels de l'exercice au 31.12.2025 ont été établis et arrêtés conformément aux dispositions spécifiques du règlement du ANC n°2022-06 et n°2023-04,

- La présentation des comptes est conforme à l'arrêté du 27 décembre 2024 et relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privé sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles (plan comptable M22)

- Les comptes de l'exercice 2025 ont été établis à partir de la sommation des comptes de l'ensemble des structures (ESRP – ESPO et vie Associative), après élimination des comptes de liaison et des opérations internes.

- Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses fondamentales suivantes :
  - Continuité de l'exploitation,
  - Indépendance des exercices,
  - Permanence des méthodes comptables, sous réserve des impacts liés aux règlements ANC n°2018-06 et ANC n°2019-04 (ESMS) et énumérés ci-dessus,
  - Respect des règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

- La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques, qui constitue le principe de base pour l'enregistrement des opérations.

Le nouveau plan comptable applicable à compter de l'exercice 2025 aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux entraine les modifications suivantes :

<u>Concernant le compte de résultat :</u>

Le **résultat d'exploitation** sera désormais majoré, notamment par :

- L'intégration des quotes-parts de subventions d'investissement dans le poste « Subventions »,
- Les produits et charges liés aux sorties d'immobilisations sont désormais rattachés à l'exploitation et intégrés en conséquence,
- Les quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice (comptes 77) sont désormais reclassées en 74.
  Par ailleurs, les transferts de charges sont supprimés ; les montants concernés doivent être réimputés directement en créditant le compte de charge concerné.
- L'intitulé « Charges sociales » est remplacé par « Cotisations sociales », afin de mieux refléter la nature des dépenses concernées.

Le **résultat exceptionnel** sera généralement minoré et limité aux seuls événements véritablement exceptionnels, conformément aux nouvelles règles.
Pour les ESMS, il se compose principalement des provisions réglementées et de leurs reprises.

Concernant le bilan :

- La ligne « Charges constatées d'avance » est désormais repositionnée après la ligne « Autres créances » dans le tableau de situation active.
- Le passif financier ne doit plus intégrer les comptes bancaires débiteurs, ceux-ci étant désormais présentés en diminution de la trésorerie, permettant une visibilité sur une trésorerie "nette". (sans objet)

Seules les informations significatives sont présentées.

L'exercice couvre une durée de 12 mois, du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 8 avril 2026.

6- ANNEXES

6.1 Etat des immobilisations

LIBELLE	SOLDE au 01/01/2024	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VIREMENT INTERNE	SOLDE au 31/12/2025
Autres immobilisations incorporelles	426 336	13 656			439 992
Total immobilisations incorporelles	426 336	13 656			439 992
Terrains	575 187				575 187
Constructions	7 615 209				7 615 209
Installations techniques, matériel et outillage	2 941 146	72 200	2 483		3 010 863
Installations générales, agencem Aménag divers	9 463 623	5 118			9 468 740
Matériel de transport	184 388				184 388
Matériel de bureau, mobilier et informatique	1 073 216	19 019			1 092 235
Autres immobilisations corporelles	1 273 152	2 091			1 275 242
Immobilsations en cours	508 289	136 252	118 075		526 465
Total immobilsations corporelles	23 634 210	234 679	120 558		23 748 331
Titres de participations	226 022	702			226 724
Titres immobilisés	2 800 000				2 800 000
Prêts					
Autres immobilisations financières	4 909				4 909
Total immobilisations financières	3 030 931	702			3 031 633
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**27 091 476**	**249 037**	**120 558**		**27 219 955**

6.2 Etat des amortissements

LIBELLE	SOLDE au 01/01/2024	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VIREMENT INTERNE	SOLDE au 31/12/2025
Autres immobilisations incorporelles	391 647	12 240			403 887
Total immobilisations incorporelles	391 647	12 240			403 887
Terrains					
Constructions	4 966 622	88 221			5 054 843
Installations techniques, matériel et outillage	6 618 017	404 137			7 022 154
Installations générales, agencem Aménag divers	2 620 308	87 244			2 707 552
Matériel de transport	180 600	3 788			184 388
Matériel de bureau, mobilier et informatique	858 711	83 847			942 558
Autres immobilisations corporelles	1 089 202	38 941			1 128 143
Total immobilsations corporelles	16 333 459	706 178			17 039 637
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**16 725 106**	**718 417**			**17 443 524**

6.3 Variation des fonds propres

LIBELLES	SOLDE au 31/12/2024	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS OU CONSOMMATIONS	SOLDE au 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise	392 699				**392 699**
Fonds propres avec droit de reprise	0				**0**
Ecart de réévaluation	0				**0**
Réserves	8 281 571		274 813		**8 556 383**
dont activité sociale et médio-sociale sous gestion contrôlée	*6 291 496*		*274 813*		*6 566 308*
Report à nouveau	13 238		1 857		**15 095**
dont activité sociale et médio-sociale sous gestion contrôlée	*126 354*		*203*	*64 717*	*61 840*
Excédents ou déficit de l'exercice	212 156	-212 156			**0**
dont activité sociale et médio-sociale sous gestion contrôlée	*210 299*	*-210 299*			*0*
SITUATION NETTE	**8 899 664**	**-212 156**	**276 670**	**0**	**8 964 178**
Fonds propres consumptibles	0				**0**
Subventions d'investissement	2 498 022		91 509	154 787	**2 434 743**
Provisions réglementées	5 258 075		508 843	447 517	**5 319 401**
Total	**16 655 761**	**-212 156**	**877 021**	**602 304**	**16 718 322**

Détail des réserves des activités sociales et médico-sociale sous gestion contrôlée :

LIBELLES	SOLDE au 31/12/2024	SOLDE au 31/12/2025
Excédents affectés investissements	1 335 370	1 335 370
Excédents affectés couverture BFR	100 719	100 719
Réserves compensation déficits	947 571	1 222 384
Réserves compensation chges amortis	1 344 923	1 344 923
Réserve diverses	2 562 913	2 562 913
Total	**6 291 496**	**6 566 308**

LIBELLES	SOLDE au 31/12/2024	SOLDE au 31/12/2025
Excédents affectés investissements	1 335 370	1 335 370
Excédents affectés couverture BFR	100 719	100 719
Réserves compensation déficits	947 571	1 222 384
Réserves compensation chges amortis	1 344 923	1 344 923
Réserve diverses	2 562 913	2 562 913
Total	**6 291 496**	**6 566 308**

6.4 Actif / Passif circulant

6.4.1 – Stocks

Néant.

6.4.2 – Créances

Les créances sont valorisées pour leur valeur nominale. Le cas échéant, elles sont dépréciées par voie de provisions pour tenir compte des difficultés de recouvrement.
La quasi-totalité des créances arrive à échéance dans un délai inférieur à un an.

LIBELLE	SOLDE au 31/12	< ou = 1 AN	> 1 AN
De l'actif immobilisé			
Divers immo.financières			
De l'actif circulant			
Clients douteux			
Autres créances clients	1 158	1 158	
Personnel & cptes rattachés			
Sécurité Soc. & autres organ.	87 665	87 665	
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts & taxes			
Débiteurs divers	17 418	17 418	
Charges constatées d'avance	132 164	128 934	3 230
Total	**238 406**	**235 175**	**3 230**

6.4.3 – Charges constatées d'avances

Les CCA concernent des charges d'exploitation pour un montant total au 31/12/2025 de 132 164 €

Intitulé	Montant
SHAM Multirisque 2026	***14 898***
SHAM Multirisques 2026	***13 019***
AXE INFO SAGE gestion commercial	***10 414***
SIGNATURE refonte site internet	***9 015***
Editions ENI	***7 488***
SIGNATURE REFONTE SITE INTERNET	***4 508***
SIGNATURE REFONTE Site internet	***4 508***
ILABS	***4 500***
Editions ENI	***4 235***
LANSARD	***4 205***
INDEX EDUCATION licence	***4 181***
AXE INFO SAGE compta	***3 687***
INDEX EDUCATION licences	***3 421***
AXE INFO DSU SAGE	***3 241***
AXE INFO contrat SAGE 100	***3 017***
SHAM responsabilité civile 2026	***2 707***
SHAM Responsabilité civile	***2 677***
AXE INFO SAGE SPC hebergement	***2 574***
AXE INFO SAGE herbergement SPC	***2 106***
ECOLAB maintenance	***2 104***
PERRIN ELECTRIC contrat de maintenance	***1 992***
WOONOZ	***1 919***
MUTUALEASE	***1 766***
BENOIT GUYOT contrat chauffage	***1 665***
MUTUALEASE	***1 348***
FMI avenant contrat infogerance	***983***
FMI avenant contrat infogerance	***968***
LEASYS loc 308 verte / grise	***956***
LEASYS Expert XL	***767***
LEASYS loc EXPERT M	***755***
BWT	***687***
Fondation JAE pass avenir transferance PREO	***682***
Fondation JAE pass avenir transferance AOJA	***682***

Intitulé	Montant
AGEVAL abonnement	***626***
AGEVAL abonnement	***626***
ABC LIFT contrat	***620***
USINE NOUVELLE abonnement	***601***
ROBINET AVOCAT conseil droit social	***600***
ROBINET AVOCAT conseil droit social	***600***
AXE INFO contrat SILAE	***579***
AXE INFO contrat SILAE	***579***
LEASYS Loc 308 bleue	***518***
HORIS	***482***
INFOMANIAK hebergement nom de domaine	***443***
BATINETT	***438***
Abonnement annuel accessibilité internet	***420***
SAVEC contrat	***401***
SHIFTER	***389***
FRELLO	***379***
REVUE FIDUCAIRE abonnement RF social	***326***
SOLOCAL	***286***
ESPACES AUTOMATISME contrat	***278***
SOLOCAL	***275***
LE CEDRE cotisation	***221***
REVUE FIDUCAIRE abonnement RF paye	***205***
QUADIENT	***107***
QUADIENT contrat	***84***
HORIZON AUTOMATISME	***83***
fondation JAE ESPO	***65***
fondation JAE AOJA	***65***
SAGE logiciel tertiaire	***59***
SHAM cotis 2026	***46***
ACS	***38***
SHAM cotis	***38***
ED.LEG Direction clé	***16***

6.4.4– Produits à recevoir

Les PAR concernent des produits d'exploitation pour un montant total au 31/12/2025 de 48 643 €

Intitulé	Montant
Org.Soc.-Prodt à recevoir IJSS	13 017
Org.Soc.-Prodt à recevoir prévoyanc	21 983
Org.Soc.-Prodt à recevoir form.pro.	8 436
Org.Soc.-Prodt à recevoir Autres	5 206

6.4.5 – Dettes

« Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. »

LIBELLE	SOLDE au 31/12	A 1 AN AU PLUS	DE 1 A 5 ANS	A PLUS DE 5 ANS
Emprunts & dettes auprès des éts de crédit	675 000	60 000	240 000	375 000
Emprunts & dettes fin.divers	3 612	3 612		
Fournisseurs & cptes ratta.	197 958	197 958		
Personnel & cptes rattachés	180 569	180 569		
Sécurité Soc. & autres organ.	221 295	221 295		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts & taxes	241 643	241 643		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes *dont produits constatées d'avance*	79 085	79 085		
Total	**1 599 162**	**984 162**	**240 000**	**375 000**

6.4.6– Factures non parvenues

Les FNP concernent des charges d'exploitation pour un montant total au 31/12/2025 de 63 268 €

Intitulé	Montant
FNP GAZEL chauffage 12	15 169 €
FNP IMPLID 2024	7 450 €
IMPLID 2024	7 450 €
GAZEL ENERGIE PASS 12	6 382 €
FNP VEOLIA abonnement et conso eau 2S25	6 017 €
GAZEL ENERGIE JDG 12	4 881 €
FNP EDF electricité 12	3 763 €
FNP EDFelectricité 12	3 281 €
ALLER PLUS HAUT 2025	2 000 €
FNP GRAND ANNECY conso eau 12	2 000 €
FNP GRAND ANNECY conso eau JDG 12	1 900 €
CLEANING NETTOYAGE PASS 12	1 356 €
FNP EDF electricité 12 JDG	909 €
CLEANING NETTOYAGE JDG 12	270 €
FNP LA POSTE 12	238 €
FNP LA POSTE Affranchissements 12	122 €
PROSERVE collecte dechet 12	80 €

6.4.7– Produits constatés d'avance

Les PCA concernent des charges d'exploitation pour un montant total au 31/12/2025 de 62 388 €
Ils concernent exclusivement des versements de taxe d'apprentissage non utilisés.

6– Informations relatives au compte résultat & Autres informations

Note n° 1– Détail des résultats comptables sous contrôle des tiers financeurs

Les retraitements* sur les résultats comptables portent sur les provisions pour congés payés, le compte épargne temps, la reprise d'amortissements sur des immobilisations subventionnées.

Le résultat comptable au 31/12/2025 est un déficit de 553 375.33 €, réparti comme suit :

	Résultats comptables 2025	Retraitements* : Dépenses non opposables	Résultat administratif 2025 à affecter
ESPO	**191 239**	**2 370**	**188 869**
ESRP Annecy	**(487 926)**	**12 315**	**(500 242)**
ESRP Cluses	**(172 909)**	**(4 863)**	**(168 045)**
dont sous gestion contrôlée	**(469 596)**	**9 822**	**(479 418)**
Vie Associative	**(83 779)**		**(83 779)**
total OFIL	**(553 375)**		**(563 197)**

Proposition d'affectation des résultats :

	Résultat administratif 2025 à affecter	RAN déficitaire	Sollicitation de la réserve de compensation des déficis
ESPO	**188 869**		**188 869**
ESRP Annecy	**(500 242)**		**(500 242)**
ESRP Cluses	**(168 045)**		**(168 045)**
dont sous gestion contrôlée	**(479 418)**		**(479 418)**
Vie Associative	**(83 779)**	**(83 779)**	
total OFIL	**(563 197)**	**(83 779)**	

Rappel des réserves de compensation des déficits au 31/12/2025 :
1 222 384 € (Annecy 609 434 € & Cluses 612 950 €)

Note n° 2 – Détail des provisions

LIBELLE	SOLDE au 01/01/2024	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	SOLDE au 31/12/2025
Provisions pour travaux	6 302			6 302
Provisions pour risques	115 000	73 315	37 000	151 315
Provisions pour charges	97 953	12 190		110 143
Total	**219 256**	**85 505**	**37 000**	**267 761**

Note n° 3 – Détail des Fonds Dédiés

LIBELLE	SOLDE au 01/01/2024	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	SOLDE au 31/12/2025
Reconstruction Annecy - géothermie 2022	768 415			768 415
Total	**768 415**	**0**	**0**	**768 415**

Note n° 4 – Engagements financiers :

L'emprunt n° 1174504 est garanti par un engagement délivré par la Marie d'Annecy portant sur un capital restant dû à la date de clôture de 675 000 €.

Note n° 5 – Crédit-bail

LIBELLE	Montant
Expert 1104259633	56 609
Expert 1104259635	55 609
Peugeot 308 4012188588	36 050
Peugeot 308 4012188756	35 400
Peugeot 308 4012188588	35 250
VALEUR D'ORIGINE (ss les frais d'acquisit°)	**218 919**
REDEVANCES :	
- de l'exercice	35 264
- cumulés avec exercices antérieurs	19 581
REDEVANCES restant à payer	73 884

Note n° 6 – Ventilation des dotations de la tarification :

LIBELLE	Budget base 2025	Actualisation 0,93%	SOLDE au 31/12/2025
ESPO	492 298	4 578	496 876
ESRP Annacy	2 921 698	27 172	2 948 870
ESRP Cluses	2 977 102	27 687	3 004 789
Total	**6 391 098**	**59 437**	**6 450 535**

Note n° 7 – Ventilation de l'effectif en équivalent temps plein au 31/12/2025 :

LIBELLE	EQUIVALENT TEMPS PLEIN
Pôle administratif	6,93
Pôle DG	2,16
Pôle Formation	24,72
Pôle logistique	15,59
Pôle médical	5,65
Pôle orientation	5,12
Pôle supports	4,41
Total	**64,58**

Note n° 8– Rémunération des dirigeants :

Le président et les autres membres du Conseil d'Administration ne perçoivent aucune rémunération.

Note n° 9- Engagements pris en matière de retraite :

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite, en tenant compte de la Ccn 51 et d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite de 64 ans s'élève à 154 090 € (chargés)

Le montant des provisions chez APICIL s'élève à 198 528 €.

Ainsi, aucune provision complémentaire n'est à comptabiliser.

Note n°10- Provision pour risques : indemnités prud'homales

- Une action individuelle est menée devant le Conseil Prud'hommal d'Annecy. Le litige porte sur la rupture du contrat de travail au tort de l'employeur. Le montant de la provision est de 54 000 € porte sur des rappels de salaires et des dommages intérêts.

- Une provision d'un montant de 14 050 € est passée pour licenciement pour inaptitude professionnelle, étude de poste réalisé le 5 décembre 2025.

Note n°11 Honoraires du CAC

LIBELLE	SOLDE au 31/12/2025
Honoraires afférents à la certification des comptes	24 500
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (*)	0
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité	0
Total	**0**

Note n°12 Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d''entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaire s à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Note n°13 Evaluation des amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Logiciels, brevets : 3 ans
- Constructions : 10 à 50 ans,
- Agencements des constructions : 10 à 20 ans,
- Installations techniques : 5 à 10 ans,
- Matériel et outillage industriels, éducatifs, scolaires : 5 à 10 ans,
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans,
- Matériel de transport : 5 ans,
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans,
- Matériel informatique : 3 ans,
- Mobilier : 10 ans

Note n°14 Participation, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.